

L'adoption de la cacaoculture et ses répercussions sur l'espace N'denian 1910-1970

BRONDON Alfred Esso Akesse

Doctorant

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département d'Histoire

essoakesse@gmail.com

MANIGA Dié Octave

Enseignant-Chercheur

Assistant

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département d'Histoire

omaniga9@gmail.com

Résumé: La Côte d'Ivoire fait l'objet d'exploitation économique depuis 1893. Les nouveaux maîtres ont introduit la culture du cacao dans plusieurs zones de la colonie dont la région de l'Indénié. Les autorités coloniales ont encouragé cette culture pour alimenter les besoins de la métropole en matières premières, à la place des cultures de subsistance locales. Les méthodes d'imposition mêlaient incitations et coercitions, soutenues par des figures locales influentes comme les chefs traditionnels. Les Agni, initialement résistants, ont finalement adopté le cacao, voyant en lui une alternative économique après la crise du caoutchouc. Ce changement a contribué à de profondes mutations sociales et économiques. Il a favorisé l'individualisme, modifié la hiérarchie sociale, et provoqué une déforestation massive. La production cacaoyère a entraîné une compétition pour les terres, transformant le paysage naturel et social de la région. L'adoption de la cacaoculture dans l'Indénié a marqué un tournant dans l'économie et la structure sociale des Agni, intégrant des dynamiques coloniales tout en générant des impacts environnementaux et des inégalités socio-économiques durables.

Mots clés : Agni – Cacaoculture – Colonie – Économie - Indénié

The Adoption Of Cocoa Farming And Its Repercussions On The N'denian Space

Abstract: The Ivory Coast has been the object of economic exploitation since 1893. The new masters introduced cocoa cultivation in several areas of the colony, including the Indénié region. Colonial authorities encouraged this crop to supply the needs of the metropolis in raw materials, instead of local subsistence crops. The methods of imposition mixed incentives and coercion, supported by influential local figures such as traditional chiefs. The Agni, initially resistant, eventually embraced cocoa, seeing it as an economic alternative after the rubber crisis. This change contributed to profound social and economic mutations. It fostered individualism, modified the social hierarchy, and triggered massive deforestation. Cocoa production led to competition for land, transforming the region's natural and social landscape. The adoption of cocoa farming in Indénié marked a turning point in the economy and social structure of the Agni, integrating colonial dynamics while generating lasting environmental impacts and socio-economic inequalities.

Keywords : Agni - Cocoa cultivation – Colony – Economy - Indénié

Introduction

Passant en 1895 sous administration française par la création d'un chef-lieu de cercle à N'Zaranou, l'Indénié entre dans des logiques définies par les nouveaux maîtres. Les Agni ne doivent plus produire pour leur seule alimentation, ou pour assurer la reproduction du pouvoir et de l'économie traditionnelle. La France exige d'être alimentée en matières premières destinées, à approvisionner l'industrie française. Chaque colonie française s'est vu affecter une tâche spécifique. La Côte d'Ivoire a eu pour tâche la production du café et du cacao, tandis que le Sénégal avait pour mission, la production de l'arachide. Cette spécialisation répond aux besoins économiques de la métropole en matières premières tropicales.

Ainsi, les Agni N'dénéan qui vivaient d'une économie d'autoconsommation destinée à satisfaire les besoins alimentaires, sont contraints par l'administration coloniale à la culture d'un arbre, dont les fruits n'étaient pas consommés sur place. C'est à dire le cacao. Les N'Dénéan, décident alors de ne pas accepter la culture du cacao en essayant de démontrer que ce produit ne réussit pas dans leur région. Ils expriment, leur refus en coupant soit les jeunes plants ou en les ébouillantant avant culture. Face au refus des Agni de cultiver le cacao, l'administration coloniale doit céder ou imposer son choix.

Alors, dans un mélange complexe de méthodes faites à la fois d'autorité et d'incitation, les pouvoirs coloniaux, réussissent, à faire accepter la culture. Les mesures d'encouragement et d'incitation consistaient généralement à offrir des cadeaux au planteur pionnier. À ce sujet, (B. Kindo, 1978, p.185), indique que « lors de la tournée à Padiégnan, le commandant du cercle de N'denié offre un fusil à Kouadio Kokoré qui avait bien entretenu sa plantation. Ce geste du commandant incita d'autres planteurs à faire des plantations ». Ces méthodes ont fini par conduire les Agni à accepter, bon gré mal gré, la culture du cacao.

Des auteurs ont déjà porté, des réflexions sur la question. On pourrait citer entre autres B. Kindo (1978, p. 328), J. P. Chauveau (1984, p. 66-80), A. Badou, A. Kouakou, J. P. Eschlmann (1992). Cette contribution, en portant la réflexion sur la cacaoculture dans la région de l'Indénié, s'inscrit, dans la même dynamique, avec toutefois sa particularité ; celle qui consiste à prendre en compte les effets induits de la culture arbustive sur la région. Quels sont donc les raisons de l'adoption de la cacaoculture dans la région de l'Indénié et les conséquences qui en découlent de 1910 à 1970? Diverses informations tirées principalement des travaux scientifiques et des ouvrages, ont enrichi l'étude dont la trame se décline en deux parties. Cette étude présente d'abord les facteurs d'acceptation de la cacaoculture et montre l'impact de la production cacaoyère sur la zone N'dénéan.

1. Les facteurs de l'adoption de la cacaoculture

Le développement des cultures de la colonie passe par plusieurs actions. L'autorité coloniale, décide donc de sensibiliser et former la population sur les techniques culturales. Les commandants de cercle sur instruction de la métropole lancent des opérations pour attirer la population vers la culture du cacao. L'administration coloniale use d'un mélange de méthodes faites de forces et d'incitations pour amener les populations N'dénéan à la culture du cacao. Le travail forcé et d'autres actions de coercitions élaborées par le colonisateur ne peuvent à eux seuls expliquer son adoption. Il faut y ajouter la recherche d'un appui économique par la population dans cette transition.

1.1. La recherche d'alternative économique

Pour faire face à la régression des produits de cueillette et lancer l'économie coloniale, le colonisateur et les milieux commerciaux, à partir de 1906, encouragent l'envoi d'un inspecteur dans la colonie en Février et Mars 1908. En effet, la demande de matières premières s'intensifie dans la métropole. Les perspectives économiques sur le marché mondial sont bonnes pour le cacao. La demande mondiale est importante. La demande évolue dans le temps. Elle était estimée à 143 550 tonnes en 1905, à 203 403 tonnes en 1910 et à 313 900 tonnes en 1915. Vu son développement et sa forte demande, il faut donc produire pour satisfaire les industries de la métropole et le marché mondial. Pour cela, le gouverneur de la colonie, Louis Gabriel Angoulvant se fait le promoteur de la cacaoculture en Côte d'Ivoire (J. B. Seka, 2020, p. 112).

Les planteurs Agni ayant connu la période de prospérité du caoutchouc, puis avec la crise, incapables de revenir à la culture traditionnelle familiale, se mettent à la recherche de l'acajou avant de se laisser tenter par le cacao. (R. Gabriel, 1957, p. 80).

Le décollage des formes traditionnelles de production date de cette époque de crises économiques. Avec l'abandon de la production du caoutchouc, la motivation pour les autres produits tels que le cacao devient plus grande. De leur propre chef, les Agni ont adopté la culture du cacao à la suite de la mévente du caoutchouc en 1912. Cette année, les résultats merveilleux de la production cacaoyère en Gold Coast et la nécessité de créer de nouvelles ressources enlèvent toute velléité d'opposition. À cet effet, Guiré Félicité souligne que la plupart des exploitations de cacaoyers présentes dans l'Est et le Sud de la colonie se sont ravitaillés en semences dans la colonie voisine (F. G. Kaby, 2002, p. 32).

Désormais, la volonté française d'imposer la cacaoculture reçoit l'approbation des populations locales, qui recherchent dorénavant des produits de substitution au caoutchouc. Les populations font en conséquence bonne réception à cette culture. La combinaison de ces facteurs suscités est déterminante dans la proportion prise par la cacaoculture dans cette zone.

Par ailleurs, un lien étroit existe entre les crises économiques et l'adoption de la cacaoculture par les populations autochtones. Le point de départ commence par l'établissement de plantations modernes dans la majorité des villages à partir de 1912. Les premières cabosses sont conservées pour des semis directs et des pépinières. Ces plantations devaient servir de référence aux planteurs lors de l'établissement des plantations particulières. Cet usage des cabosses dans le principal but de multiplier les surfaces cultivées continue jusqu'en 1915. Pendant cette période, la superficie des exploitations cacaoyères dans l'Indénier croît chaque année et concurrence Assinie, la première région agricole de la colonie. (J.-B. Seka, p. 117-118).

Enfin, l'attrait du gain pousse les Agni à la culture du cacao. En effet, la crise du latex et la montée progressive des cours du cacao à partir de 1914, exercent une influence décisive sur les planteurs Agni. La production de caoutchouc s'effondra en 1914 ; la route était ouverte pour le cacao. Mais, cette adoption semble se justifier par une mentalité aristocratique que ce peuple a cultivé au cours de son histoire. Les chefs sont apparus comme l'un les principaux agents de sensibilisation de la population en vue du développement de la culture du cacao dans la région. (P. N. Adjé, 2010, p. 124).

1.2. Le concours de la chefferie traditionnelle

L'administration coloniale a été aidé par les chefs N'dénéan dans le processus de diffusion de la culture du cacao. C'est l'exemple de Boa Kouassi, Roi d'alors, successeur d'Amoakon Dihyè en 1910, il profite de la nouvelle conjoncture politique et économique pour se positionner comme intermédiaire entre les colons et les N'dénéan. Il fut interprète auprès de l'administration coloniale à N'Zaranou. Sur le plan politique, la rupture avec l'Ashanti lui a conféré un pouvoir que ses prédécesseurs n'avaient pas. Ainsi, toutes les affaires jugées en cassation à Kumassi, parvenaient désormais devant lui. Cumulant tous les avantages (interprète de tribunal de dernière instance, de planteur pionnier), le Roi Boa Kouassi se construisit une assise économique respectable. Il apparaît donc comme celui que l'administration recherchait pour convaincre les Agni à cultiver le cacao. C'est pourquoi les Français s'empressent de transférer le chef-lieu du cercle de l'Indénieré de N'Zaranou à Abengourou. (P. N. Adjé, 2010, p.122).

Ainsi, s'inaugure l'ère des petites exploitations familiales. Celui qui avait un hectare de cacaoyers, en 1912, était cité en exemple par l'Administration. Ce fut le cas de Kouakou Anini, à Niablé, Agninibilé d'Assise et Boa Kouassi roi de l'Indénieré. Il s'agissait pour l'Agni, d'adapter sa structure économique par l'adoption du cacao, inconnu des Agni, mais nouvelle source de richesse.

Le comportement de la chefferie traditionnelle fut décisif dans la création et le développement des plantations de cacao chez les Agni N'dénéan. Des raisons culturelles justifient aussi l'adoption du cacao par l'Agni N'Dénéan.

1.3. Les raisons culturelles

Un certain nombre de données socioculturelles traditionnelles ont favorisé l'adoption de la culture du cacao par la société Agni qu'il convient d'analyser.

Les Agni ont, pendant longtemps, développé une civilisation de l'or autour de laquelle se construisait le pouvoir traditionnel. Ils partaient sans cesse dans des endroits, même lointains, pour rechercher des gisements aurifères, en vue de constituer leur trésor, gage de sécurité, de puissance et de pouvoir. Car, l'or était donc un symbole de pouvoir et d'autorité. Les chefs ou rois qui en possèdent n'hésitent pas à faire l'étalage lors des cérémonies funéraires ou festives. Ils le faisaient pour montrer leur puissance. On peut donc dire que le pouvoir des chefs traditionnels s'appuyait sur la thésaurisation de l'or. La richesse est considérée comme une voie d'accès traditionnelle au pouvoir. (P. N. Adjé, 2010, p. 122).

La richesse n'étant pas une donnée nouvelle dans le système idéologique Agni, ces derniers voient en la culture du cacao une nouvelle manière d'acquérir de la richesse autre que par la thésaurisation d'or. L'entrée de monnaie fiduciaire à travers la vente du cacao, leur permet une épargne beaucoup plus rapide, les poussant même à abandonner la recherche de l'or pour se lancer dans la recherche de gains monétaires plus juteux. Cet argent rempli désormais les fonctions ancestrales de l'or.

Donc, l'adoption de la cacaoculture par l'Agni est une façon d'adapter sa structure économique à cette nouvelle source de richesse. C'est ce que Aha Badou et al. semblent dire en ces termes :

L'arrivée massive d'argent, grâce à la culture du café et du cacao arrive une autre tendance culturelle essentielle à la civilisation Agni : la nécessité de paraître pour tenir son rang de noble ou de chef au sein de la société. Ce dernier devrait procéder à un certain nombre de

dépenses ostentatoires lors des fêtes, et spécialement lors des funérailles, dans l'habillement (en des pagnes et de couvertures ghanéennes fort prisés), dans l'habitat en réalisant une concession ou une villa (quelque fois nées de colonnades, de statuts de lions d'éléphants ou de panthères), dans le soin qu'il apporte à se faire préparer une riche sépulture. Cet impératif se retrouve jusque dans l'accueil des étrangers. Les dignitaires Agni ne servent pas de l'eau à boire à leurs visiteurs. Ils tirent de dessous de lit ou d'un lieu caché de la villa, les bouteilles de gin ou de quelques bouteilles d'alcool prisé, pour l'offrir royalement à leurs visiteurs. Il est indéniable que les intéressés aient trouvé dans la communauté qui leur était imposée, des moyens inédits et plus efficaces pour perpétuer leur politique culturelle traditionnelle (A. Badou & al., 1992, p. 24).

L'adoption de ces nouvelles cultures apparaît comme une sorte de transition entre l'accumulation de l'or et l'accumulation de l'argent effectuée par les populations Agni.

L'accumulation du gain accroît le pouvoir des hommes libres. Ils recrutent ainsi de nombreux ouvriers pour agrandir leurs plantations. Ainsi, en plus de la richesse, la puissance d'un homme consistait à avoir à sa disposition un nombre important de main-d'œuvre. Le nombre important d'ouvriers agricoles acquis par un roi ou un planteur était non seulement un signe de prestige, mais aussi indispensable à la croissance de l'autorité et du pouvoir. C'est pourquoi, les Agni n'hésitaient pas à effectuer de longs voyages pour s'en acquérir.

Ces manœuvres au fil des années recevaient une portion de forêt où ils pouvaient faire des travaux pour accroître leurs revenus et améliorer leurs conditions, pouvant même épouser la fille d'un noble. Le bon ouvrier est logé par son maître qui lui assure également nourriture et soins. S'il demeure longtemps avec son employeur, il obtient rapidement une parcelle de forêt pour produire lui-même sa propre nourriture.

Après analyse, notons que la société Agni a su s'accommoder à la culture de cacao introduite par l'Administration coloniale. Ce passage a été facilité par la substitution d'éléments qu'offrait la société Agni à ceux que proposait la culture de cacao. Il s'agit du passage de l'or à la monnaie. Cette introduction n'a pas été sans conséquence.

2. L'impact de la culture du cacao sur l'espace N'dénéan

Dans cette partie de l'étude, il s'agit de dresser le tableau des effets de l'introduction du cacao dans la région de l'Indénié. Parmi ces mutations sociales engendrées, figurent le développement de l'individualisme et la modification agraire.

2.1. L'introduction d'une nouvelle stratification sociale

La société Agni traditionnelle était très hiérarchisée. (P. N. Adjé, 2010, p.100). Au sommet, il y avait les nobles ; ensuite, les hommes libres ; et, au bas de l'échelle sociale se trouvent les captifs ou esclaves. Les nobles et, dans certains cas, les hommes libres occupent les positions privilégiées. Ils ont tous les pouvoirs : politique, économique et religieux. Ils sont facilement identifiés par leur habillement lors des cérémonies. Ils étaient les seuls qui avaient droit à la parole dans les réunions publiques, où ils prennent des décisions engageant l'avenir du village. Ils étaient également les plus riches.

Les nouvelles variables que constituent la cacaoculture, l'école et la politique ont instauré une nouvelle stratification de la société Agni. Le pouvoir économique ou la richesse qui, autrefois, était détenu par les nobles a changé de main. Il n'appartient plus seulement aux nobles ou aux chefs et

rois de villages mais plutôt aux plus entreprenants. Ils s'adonnent au travail et ceux qui ont pu réussir à l'école occupent des postes de responsabilité politique et administrative dans le pays. C'est l'exemple des députés, d'ambassadeurs, de préfets, de directeurs centraux d'administration. Abengourou regorge de multiples personnalités politiques. Ces nouveaux riches sont plus populaires et ont acquis une influence sociale qui domine celle des chefs traditionnels. Souvent, quand un étranger vient visiter le village, ce sont eux qui le reçoivent en imitant parfois les procédures traditionnelles d'accueil comme s'ils étaient de vrais notables ou chefs. (P. N. Adjé, 2010, p.114).

On note donc dans cette nouvelle classe une diversité de catégories sociales qu'on peut regrouper en deux principaux groupes : les cadres et les grands planteurs.

Les cadres sont originaires des villages mais compte tenu des fonctions administratives qu'ils exercent, ils ne résident pas dans les villages mais y viennent régulièrement et participent activement au développement du village. Ils ont créé des mutuelles et association des cadres du village, et sont tous associés dans les prises de décisions du village. (P. N. Adjé, 2010, pp114-115).

Les grands planteurs qui ont atteint ce niveau social se sont construits de belles maisons luxueusement meublées, procurés des voitures et des camionnettes pour se rendre dans leurs plantations. Ils emploient de nombreux manœuvres qui vivent souvent dans des campements et ne viennent voir le patron que les jours de repos. Aussi, contrairement à la société traditionnelle qui était presque égalitaire sur le plan matériel, la nouvelle stratification présente-t-elle des écarts importants entre les divers groupes sociaux. Il y a une différence nette entre le riche planteur et le pauvre. Par exemple, le gros planteur qui produit 50 tonnes de café-cacao a un revenu 20 fois supérieur à celui qui n'en produit que 2 à 3 tonnes. (P. N. Adjé, 2010, p. 113).

L'économie de plantation a entraîné une importante inégalité sociale entre les populations rurales. La richesse s'est dissociée du pouvoir traditionnel. Chaque individu, qu'il soit autochtone ou non, peut désormais aspirer à rejoindre la classe des personnes aisées. Cela représente un changement majeur dans la société Agni. Ce changement engendre la compétition économique et sociale au sein de la population. Chaque individu cherche activement des moyens de gagner de l'argent. La forêt, source de cette richesse, subit les conséquences de cette dynamique. Certains, surtout ceux qui disposent des moyens financiers, font appel à la main d'œuvre étrangère. Pour ces travailleurs, des terres leur sont parfois attribuées pour assurer leur présence. D'autres vont même jusqu'à vendre la forêt.

La nouvelle stratification sociale que connaît la société Agni, les pôles décisions se sont non seulement diversifiées mais aussi et surtout complexifiés. Autant les nouveaux riches, sur le plan social, sont influents, autant les pouvoirs des autorités coutumières dans les villages n'ont pas totalement disparu. Ils restent toujours les garants du destin des villages.

Dans cette perspective, il n'est plus possible de se reposer uniquement sur la chefferie traditionnelle pour prendre des décisions concernant l'avenir du village, ou de façon singulière pour gérer la forêt, comme cela se faisait dans la société traditionnelle. Dans le système politique des Agni, le pouvoir appartient à la chefferie coutumière. Le chef du village et ses notables prenaient des décisions qui étaient acceptées par tous et rarement contestées par les autres membres du village, car la chefferie détenait tous les pouvoirs. Toutefois, le désir L'envie de profit ne fait désormais que renforcer l'individualisme.

2.2. Le développement de l'individualisme

L'organisation communautaire reposait sur l'existence de groupe d'entraide dont le pouvoir fut entièrement dirigé par les aînés. Le respect du pouvoir des aînés constituait des valeurs sociales auxquelles les cadets devraient se conformer. En ce jour, les valeurs telles que la solidarité entre les membres et le respect des aînés sont en train de se dégrader au profit de l'individualisme. Par ailleurs, l'organisation des membres d'une même famille autour du travail et le pouvoir des aînés sont en train de disparaître, cédant la place à l'individualisme. Désormais, seul la famille nucléaire compte. La main d'œuvre familiale constituait la seule force de travail dont bénéficiaient les exploitations agricoles dès les premiers moments de la mise en place de l'économie de plantation. Ce qui exclue donc toute possibilité d'intervention de main d'œuvre étrangère à moins qu'elle soit sollicitée en vue d'une rémunération. (M. Keita, 2012, p 165).

Avant l'avènement des plantations de café et de cacao, la famille traditionnelle constituait une unité politique et surtout économique. Tous les membres de la famille travaillaient pour alimenter le budget familial. Cette main d'œuvre était suffisante pour mener efficacement tous les travaux agricoles. D'abord parce que l'unité économique traditionnelle était encore vivante, de ce fait, il ne manquait pas de main d'œuvre familiale pour les travaux. (M. Keita, 2012, p 165).

Or, le passage de l'économie traditionnelle, fondée sur la solidarité des membres de famille, à l'économie de plantation a conduit à des exploitations très individualisées. La création d'une plantation a pour point de départ l'initiative individuelle du chef du groupe domestique et ne fait intervenir que la seule force de travail du groupe domestique. Il défriche sans faire appel aux autres membres du lignage, ni aux membres d'autres familles. La plantation est alors réalisée au bénéfice exclusif du chef du groupe domestique. Les productions échappent totalement au contrôle du chef du lignage et au contrôle de l'ensemble des aînés du village. (P.N. Adjé, 2010, p 111).

Maintenant, chaque jeune de 20 à 30 ans a la possibilité de créer sa propre plantation pour son propre trésor. De cette manière il acquiert son autonomie économique et supporte de moins en moins le poids des contraintes familiales, notamment les travaux collectifs obligatoires. Il échappe ainsi à la mise en commun des fruits des efforts de chacun pour constituer le trésor commun. Cette création de plantations ou de richesses personnelles s'accompagne de la perte d'autorité des chefs sur ses sujets.

Au niveau des villages, la crise d'autorité se constate à tout instant dans la mesure où rares sont les chefs des villages qui détiennent des pouvoirs sur leurs sujets. À ce propos, (P. N. Adjé, 2010, p. 109), donne un exemple palpable :

Le chef de village d'Adaou a été détrôné sous l'impulsion d'une organisation des jeunes sous prétexte que ce dernier "ne fait pas leur affaire" selon leur propre terme. Les tentatives de règlement pour le réinstaller faites par le roi d'Abengourou n'ont pas abouti ; ce qui a poussé le roi à entériner la décision des jeunes appuyée par certains notables d'Adaou.

Concernant le foncier, cette transformation bouleverse les règles de partage des terres et entraîne l'exclusion de certains ayants droit. Le passage de l'économie traditionnelle, basée sur la solidarité et l'organisation des membres de famille, à l'économie de plantation cacaoyère a abouti à des exploitations très individualisées. L'introduction des cultures de rente a également provoqué divers changements dans l'organisation générale de la production. En effet, la création d'une plantation découle uniquement de l'initiative individuelle ou de l'aîné de la famille. Le chef de famille crée sa plantation, sans faire appel aux autres membres du lignage, avec lesquels existaient généralement des liens d'entraide.

À partir de l'héritage, chaque membre de la famille ou du lignage a désormais la possibilité de créer sa propre plantation pour se procurer d'une nouvelle richesse personnelle. Cette création de plantations ou de richesses personnelles s'accompagne de la réduction du pouvoir des aînés sur les autres.

Au niveau des cellules familiales, la crise d'autorité se constate dans la mesure où des chefs de familles sont contraints d'accepter certaines décisions ou propositions des cadets. La culture du cacao a eu un impact sur la structure sociale traditionnelle en favorisant parfois l'individualisme parmi les planteurs prospères. Certains cultivateurs ont pu se concentrer davantage sur leurs propres intérêts en développant des plantations. Cette situation a parfois affaibli les liens communautaires ou traditionnels au profit de priorités économiques personnelles.

De plus, en parallèle à l'affaiblissement du pouvoir des chefs dû à l'introduction de l'économie de plantation, on observe un renforcement des liens entre père et fils. Il travaille à ses côtés jusqu'à ce qu'il le quitte un jour pour construire sa propre concession. Ainsi, le jeune homme qui a pu acquérir les moyens nécessaires se construit une maison où il vit avec sa femme, ses enfants et ses proches parents. Il se libère ainsi de la tutelle économique et sociale du chef de famille pour devenir maître chez lui.

Par ailleurs, grâce à ce système de création de concessions personnelles, les membres se libèrent des lignages pour former des familles nucléaires, ces dernières devenant de plus en plus nombreuses. La conséquence la plus directe est la dissociation, voire l'atomisation du lignage, dont les éléments masculins mariés étaient autrefois concentrés dans des cours et qui sont désormais de plus en plus dispersés dans le village. Cet éclatement du lignage dans l'espace du village contribue, de manière presque mécanique, à un affaiblissement des liens lignagers. (P. N. Adjé, 2010, p. 112).

Ce bouleversement des relations lignagères est clairement visible dans le changement d'attitude des Agni envers les héritages ou les biens de succession. En effet, selon les Agni, les biens hérités étaient autrefois grevés de multiples obligations, car ils faisaient partie du patrimoine familial. Dans ces conditions, l'héritier avait des devoirs vis-à-vis de l'ensemble des membres du lignage. Il doit entretenir les personnes âgées, payer éventuellement les dettes et les amendes. (P. N. Adjé, 2010, p. 112).

L'introduction du cacao dans l'espace N'dénan a certes apporté des opportunités économiques individuelles, mais cela n'a pas nécessairement conduit à un individualisme excessif. Les agriculteurs ont souvent travaillé en coopération, partageant des connaissances et des ressources pour améliorer leurs pratiques agricoles et leur production de cacao. De plus, la réussite individuelle dans la culture du cacao a souvent eu un impact positif sur l'ensemble de la communauté, en créant des emplois supplémentaires et en stimulant l'économie locale.

Bien que l'introduction du cacao ait encouragé une certaine forme d'indépendance, cela n'a pas nécessairement conduit à un individualisme préjudiciable à la solidarité communautaire. En dehors de la stratification sociale, l'introduction du cacao a provoqué une dégradation de l'environnement.

2.3. La dégradation du cadre physique

L'expansion de l'agriculture en Côte d'Ivoire a contribué à la déforestation et à la disparition de certaines zones forestières. La conversion des terres forestières en terres agricoles, notamment pour la culture du cacao, a été l'un des principaux facteurs de déforestation dans la région. Dès

l'indépendance, la politique de développement établit par la nouvelle classe politique a été initiée sur les jalons de la politique de développement colonial.

L'économie ivoirienne a reposé donc principalement sur l'exploitation des forêts et leurs mises en valeur agricole. D'où le slogan « Le succès de ce pays repose sur l'agriculture ». Les autorités politiques ont donc incité en ce sens au développement de cultures de rente telles que le cacao et le café sans aucune amélioration des techniques culturales. Pour rendre ces cultures attractives, elles ont mis en place un mécanisme de stabilisation des prix. Cette politique visait principalement à « accroître les exportations des cultures de rentes afin d'améliorer le niveau du revenu national » (N. Coulibaly, 1998, p. 40). Cette situation pose les bases d'une exploitation agricole extensive au détriment du couvert forestier.

L'introduction du café et du cacao dans la région de l'Indiénié a occasionné un déferlement humain dans cette zone. Ces émigrés et les autochtones avaient un seul objectif vis-à-vis de la forêt : remplacer les arbres dont elle est constituée par des plants de café et de cacao. C'est alors que progressivement cette végétation forestière commencera à diminuer en superficie. Cette destruction de la forêt s'étend même aux espaces protégés. (M. Keita, 2012, p 234). C'est le cas des forêts classées suivantes : le Béki et le Bossématié.

Les forêts classées telles que Béki et Bossématié présente un état de dégradation avancée. Selon les agents de la SODEFOR, les plantations de Bossématié ont fait l'objet de reboisement, il n'est pas le cas de celle de Béki. Cette situation témoigne de l'existence de nouveaux défrichements dans cette forêt. C'est dire que la réhabilitation ou le reboisement des plantations dans la forêt Béki reste problématique. Les populations rurales en quête de terres forestières se sont dirigées vers ces forets pour créer des plantations. (P. N. Adjé, 2010, p. 147).

Dans la région de Gagnoa, d'Adzopé et d'Abengourou, par exemple, une grande partie de la forêt a été détruite pour faire place aux cultures de rente d'exportation (cacao-café-palmier à huile). (G.A. Achiepo, 1980, p 230).

Le développement de l'agriculture d'exportation a eu des répercussions sur la diversité biologique de l'Est. La croissance de la production agricole traditionnelle s'est poursuivie au prix d'un déboisement particulièrement rapide. Elle exerce une énorme pression sur la forêt. La pression des défrichements sur les réserves forestières s'est intensifiée à partir des années 1960 avec le développement extensif de l'économie de plantation.

Dans les années 1970, le taux de déforestation moyen en Côte d'Ivoire était de 300 000 ha/an. En 1983, le secteur agricole occupait 85% des réserves forestières avec 12,4 millions d'hectares (A. Hauhouot, 1992, p. 360). L'exploitation forestière à des fins agricoles a touché en premier lieu les forêts qui n'avaient pas été classées, mais très rapidement les forêts classées ont été convoitées par les agriculteurs. Cette convoitise a été soit satisfaite par l'État avec le déclassement de certains espaces forestiers, soit avec l'occupation illégale des agriculteurs (Bruno Hajnal et Éric Yao, 1991, p. 20).

L'évolution des superficies cultivées traduit bien l'accroissement de la pression foncière. La mise en valeur du territoire est perceptible à travers le niveau de dégradation du couvert végétal. Sous la poussée des exploitations forestières et agricoles, le couvert végétal a profondément été dégradé. Le milieu forestier initialement fermées et ouvert par les actions anthropiques intenses. Le paysage forestier présente une autre dimension. Il est caractérisé par des lambeaux forestiers et des îlots de plantations de cacao, de café, de palmier à huile et d'hévéa. Le milieu forestier

originellement fermé a été très humanisé pour donner un souffle de vie économique et humaine à la région. Le tableau suivant met en relief la pression du défrichement sur la forêt de 1900 à 1974.

Tableau 1 : Pression des défrichements sur la forêt en Côte d'Ivoire en Côte d'Ivoire de 1900 à 1974

Années	Consommation (en million d'ha)	Vitesse annuelle du déboisement (ha)
1900-1955	2,5	50.000
1955-1966	2,2	233 000
1966-1974	3,6	540 000

Source : Antoine HAUHOUOT, « Les ressources forestières dans la problématique du développement en Côte d'Ivoire », in *L'espace géographique*, Vol. 21, N°4, p 360.

Entre 1900 et 1955, en moyenne 50 000 hectares de forêt étaient détruits par an en Côte d'Ivoire pour l'exploitation agricole. Au cours de cette période, l'exploitation agricole a contribué à détruire 2 500 000 hectares de la forêt ivoirienne. De 1955 à 1966, la destruction de la forêt à des fins agricoles a été plus intense. En effet au bout de onze ans, 2 200 000 hectares de forêt ont été ravagés pour le développement de plantations.

C'est ainsi 200 000 hectares de forêt qui étaient détruits par an par l'exploitation agricole au cours de cette période. Au cours des huit années qui ont suivi, soit entre 1966 et 1974, l'exploitation agricole soutenue par la politique de développement du pays détruisait 540 000 hectares de forêt par an. Au bout de cette période, ce sont 3 600 000 hectares de forêt qui ont été détruits par le développement des plantations en Côte d'Ivoire.

Conclusion

L'introduction de l'administration coloniale dans les systèmes de production traditionnelles a provoqué des bouleversements en promouvant une agriculture axée sur l'approvisionnement de la métropole en matières premières par les colonies d'exploitation comme la Côte d'Ivoire. Le cacao a été adopté comme culture principale après le déclin de la production de caoutchouc et de palmier. Autrefois, les populations de l'Est de la Côte d'Ivoire se consacraient principalement aux cultures de subsistance. Le contact avec le colonisateur français a facilité la diffusion de nouvelles cultures et l'instauration d'un nouveau système de production agricole dans cette région.

Par diverses d'actions de l'administration coloniale et à la bonne volonté des Agni, la cacaoculture fut adoptée dans l'Indiené. Suite à la mévente du caoutchouc ; la population cherchait donc une alternative. Pour y parvenir, les chefs jouent un rôle essentiel dans la diffusion et le développement de cette culture. Son introduction en terre Agni n'a pas été sans conséquence. Elle a contribué à la désorganisation des lignages et à la modification des rapports sociaux tout en donnant naissance au désir d'obtention de son trésor propre. Elle a engendré une disparition à grande échelle de la forêt.

Références bibliographiques

- ACHIEPO Georges Antoine, 1981, «La commercialisation des produits agricoles d'exportation en Côte d'Ivoire (l'exemple du cacao café)», Paris, Universités Paris VIII (St DENIS) -- Paris X (NANTERRE), Thèse de Doctorat de 3^{ème} cycle (Économie).
- ADJE N'Goran Pascal, 2010, «Les problèmes de la participation des populations rurales a la gestion des forêts classées en Côte d'Ivoire : cas des forêts Béki et Bossématié dans le département d'Abengourou», Thèse de doctorat unique en sociologie, Université de Cocody-Abidjan.
- AHA Badou et al, 1992, *Gestion traditionnelle de la forêt, le cas Agni-ndenye*, rapport d'enquête et d'étude, sodefor/gtz, Abengourou.
- CHAUVEAU Jean Pierre et DOZON Jean Pierre, 1984, «Colonisation, économie de plantation et société civile en côte d'ivoire », in *Cahier ORSTOM*, série Science humaine, vol XXI, p. 63-80.
- COULIBALY Noufou, 1998, «Déforestation et activités agricoles en Côte d'Ivoire: Recherche d'un nouvel équilibre», Thèse de Doctorat Québec, Université Laval.
- GABRIEL Rougerie, 1957, « Les pays Agni du Sud- Est de la Côte d'Ivoire forestière : essai de géographie humaine », in *Études Éburnéennes*, VI, IFAN.
- HAJNAL Bruno et YAO Éric 1991, *État des forêts classées de Côte d'Ivoire*, Abidjan, SODEFOR.
- HAUHOUOT Antoine, 1992, « Les ressources forestières dans la problématique du développement en Côte d'Ivoire », in *L'espace géographique*, Vol. 21, N°4, p. 357-365.
- KABY Guiré Félicité, 2022, « Relations entre la Côte d'Ivoire et la Gold Coast dans le domaine de la cacaoculture de 1905 à 1957 », *Journal of Research in Humanities and Social Science Volume 10 Issue 11*, p. 30-38.
- KINDO Bouadi, 1978, «Dynamisme économique et organisation de l'espace rural chez les Agni N'Denean et du Djuablin», Thèse de 3^{ème} cycle, Université d'Abidjan.
- SEKA Jean-Baptiste, 2020, «Crises, alternatives économiques et mutation structurelle en Côte d'Ivoire 1908-1923 », in *SIFOE, Revue électronique spécialisée en Histoire, Archéologie et Art*, N° 13, p. 107-122.
- KEITA Mohamed (2012), «La culture du café et du cacao et le remodelage de l'espace dans la région de l'Agneby de 1909 À 1958», Thèse de Doctorat unique en Histoire, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody-Abidjan, UFR des sciences de l'homme et de la société.

Processus d'évaluation de cet article:

- Date de soumission: 02 mars 2025
- ✓ Date d'acceptation: 10 mai 2025
- ✓ Date de validation: 26 juin 2025